Débat sur le mouvement étudiant

Nous publions comme premier article l'essentiel de la brochure « Que faire de l'université ? » (Editions Savelli) écrite par des étudiants ex-membres de la tendance B du PSU.

Nous avons pour notre part édité une brochure « Problèmes du mouvement étudiant » où nous développons longuement nos analyses. Nous y renvoyons donc, en nous contentant dans notre réponse aux camarades de revenir sur des questions précises.

Printemps 1976

Par dizaines de milliers, des semaines durant, les étudiants de toutes les villes universitaires de France marquent à nouveau, dans la rue, leur volonté : « Abrogation de la réforme... », « Grève générale à l'université... », « ni chômeurs, ni cadres au service du patronat... », etc.

Les slogans, pourtant, sont restés lettre morte ; du point de vue de ses propres mots d'ordre centraux, le mouvement n'a pas obtenu gain de cause, la réforme Soisson-Saunier n'a pas été abrogée, la grève générale, même limitée à l'université, n'a pas vraiment eu lieu... Pourquoi ?

Répression... et blocage !

Deux facteurs se sont conjugués dans le mouvement étudiant, le prenant en quelque sorte en « tenaille ».

Le premier facteur, le plus évident pour tous, mais qu'on ne peut passer sous silence, c'est la répression, qu'elle soit policière dans les manifs, ou bien juridique dans les poursuites contre les militants syndicaux ou politiques.

Les grossièretés verbales de Saunier-Séïté donnent bien le ton du gouvernement Chirac d'alors et ses velléités « musclées » : « Tous des cons... » disait-elle, Bigeard-Saunier, c'était bien le couple de l'année ! Malheureusement, les CRS, eux, n'ont pas pour habitude de s'en tenir aux agressions verbales.

Autre facteur, plus occulte, c'est le type d'interlocuteurs que le pouvoir trouve en face de lui : ainsi, par exemple, la Conférence des présidents d'universités, où la gauche traditionnelle, véritable institution dans l'institution universitaire, détient des influences sensibles, vote d'abord unanimement contre le projet de réforme, puis finit par organiser son application... de même, le rôle liquidateur qu'a joué l'UNEF-renouveau en fin de mobilisation n'est en rien une coïncidence, et traduit de la part du PCF la volonté bien enracinée d'éviter toute remise en question de ce qui touche au fonctionnement de l'institution ; c'est toute la politique du replâtrage, des « amendements » apportés à la réforme...

Dans la même veine, on a parlé souvent, à juste titre, d'un « blocage » de la part des directions réformistes des grands syndicats, FEN, SGEN et CGT principalement. Il est facile de comprendre que l'action convergente organisée de tous les usagers de l'université aurait eu une autre ampleur que celle des seuls étudiants, et aurait sans doute ouvert une crise que le gouvernement n'aurait pas pu ignorer. Par ailleurs, les enseignants et personnels des facultés auraient eu tout intérêt à joindre leurs revendications aux nôtres pour exiger qu'elles soient toutes satisfaites ! Mais justement, étant donné la période globalement pré-électorale (« proximité des municipales... et des législatives ?), un mouvement d'une telle ampleur, risquant de mettre le feu aux poudres du mécontentement des travailleurs, était-il jugé souhaitable par les centrales syndicales ? Chacun se souvient comme il peut de Mai 68 !

Malgré tout, et là réside l'aspect positif, la répression d'un côté, les blocages électoralistes de l'autre n'ont pas joué à plein. En plein milieu du mouvement, la Coordination des enseignants en lutte à Amiens, appelée par 30 intersyndicales (en l'absence de consignes fédérales), a marqué aussi une franche volonté de lutte, surtout de la part des enseignants écartés grisement de la hiérarchie, ceux dont les conditions de travail sont les

plus précaires : vacataires, chargés de TD, suppléants, voir le rôle de COCONEVES*. A tel point d'ailleurs que le SGEN dut concéder quelques jours de grève nationale...

En fait, au lendemain des élections cantonales, la preuve se faisait que la polarisation politique sur les échéances électorales et les « verrous » mis en place pour canaliser les mécontentements vers ces seules échéances ne pouvaient prétendre empêcher l'expression authentique d'un mouvement social comme celui des étudiants.

De même, au lendemain des municipales, comme au lendemain des législatives, un espace existera pour la mobilisation anticapitaliste des jeunes sur leurs aspirations !

Cependant, en butte à ces différents obstacles, la dynamique propre du mouvement social des étudiants et des enseignants n'a pas eu la force d'assurer leur victoire. Faut-il en déduire que, étant donné la volonté des appareils réformistes PC, PS et grands syndicats contrôlés par eux d'empêcher toute perspective unifiante anticapitaliste, le mot d'ordre de « grève générale de l'université » était inutile, ou bien encore de mauvaise stratégie ?

Nous pensons que ce mot d'ordre, posant ouvertement la question de l'unité d'action anticapitaliste, était fondamentalement correct, qu'il le serait encore en pareille situation.

Mais la question est *que les meilleurs mots d'ordre ne peuvent suffire à la victoire,* si le mouvement ne commence pas lui-même à traduire ses propres aspirations en actes. C'est précisément dans ce domaine que les faiblesses ont été les plus criantes, et aussi les plus lourdes en conséquences...

Une fausse problématique

Il nous paraît donc aujourd'hui nécessaire de reconsidérer les conceptions, la problématique qui a dominé presque partout dans ce mouvement. La question de fond est la suivante : peut-on se contenter d'aller à des assemblées générales (même démocratiques, ce qu'elles ne sont pas toujours malheureusement) et de faire des manifs (mêmes les plus chouettes et sur des mots d'ordre justes) et espérer gagner par la vertu de formes de luttes, même les meilleures qui soient ?

Cette polarisation sur les formes de la lutte, au détriment de son contenu réel (qu'est-ce qui ne va pas dans les facultés et comment essayer d'y remédier collectivement sans attendre de l'Etat ou de tout autre pouvoir qu'il accorde ce qu'il ne peut ni comprendre ni donner, parce que ce

*COCONEVES : Comité de coordination des enseignants vacataires de l'enseignement du supérieur.

serait sa propre négation !), a donné des résultats désolants, dont la portée négative est considérable.

Ne pouvant être un lieu d'échanges et d'harmonisation des expériences réelles collectives dans les facultés, les coordinations nationales, forme théoriquement la plus démocratique possible de la nécessaire centralisation, n'ont offert que le spectacle lamentable des « marathons » de 20 heures et plus, où chaque organisation arrivait avec sa conception de la marche à suivre et tentait de l'imposer par tous les moyens, rendant de fait impossible toute expression des problèmes plus concrets rencontrés à la « base », et que quelques délégués courageux tentaient pourtant d'aborder.

La nature des débats qui s'y sont déroulés, leur absence quasi totale de lien par rapport aux aspirations et aux préoccupations premières des étudiants en grève, tout cela n'a pas été pour rien dans l'apparition puis le développement important d'une sensibilité « anti-organisation » et des phénomènes paradoxaux d'« organisation des inorganisés » auxquels on a pu assister, au grand effroi des sectaires de toutes sortes...

Ces « organisations » éphémères ne répondaient pas vraiment au problème posé (l'absence de concordance entre les discours des organisations en général, et les préoccupations du mouvement) ; pour beaucoup, elles n'en restaient pas moins la seule alternative, la seule manière de protester devant le fossé qui se creusait entre ces coordinations et leurs aspirations...

En d'autres termes, la question classique de la « jonction » du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier est une question pertinente, mais elle ne peut en aucun cas être posée comme « la » question essentielle du mouvement étudiant. De même, il ne saurait être question pour nous de situer le mouvement étudiant dans une quelconque soumission envers le mouvement ouvrier, d'entraver par quelque moyen que ce soit ce qui fait pour nous sa force principale : son autonomie. La question de l'unité avec les organisations ouvrières, question importante à tous les égards, ne peut donc être la question nodale du mouvement étudiant, ce qui déterminerait tout le reste !

Pour parler par exemple de la LCR, celle-ci tente de justifier dans sa brochure *Questions du mouvement étudiant* son attitude pendant la grève de 1976 : selon cette organisation, tout doit s'articuler autour d'une « tactique de front unique ». Outre que c'est attribuer un rôle singulièrement important à une « tactique », on peut se demander, à la lecture de cette brochure, autour de quelle stratégie une telle tactique doit s'articuler.

Voilà justement où commence le silence de la LCR ! Voilà aussi où commencent les glissements qui font de ce qui ne devrait pas être au départ « tactique », finalement, dans la pratique de cette organisation, la seule perspective stratégique mise en avant dans le mouvement.

Quant à nous, étudiants révolutionnaires partisans de l'autogestion, si une tactique de front unique nous semble globalement correcte (« lutter

pour l'unité de l'ensemble des organisations ouvrières autour d'objectifs qui correspondent aux besoins réels de la mobilisation et qui permettent un pas en avant dans la lutte contre le pouvoir »), nous croyons que cette tactique n'a de sens que par rapport à une stratégie. Cette stratégie, pour le mouvement étudiant encore plus que pour tout autre, ce ne peut être que celle de l'autogestion et du contrôle !

L'aspiration collective au contrôle

La conséquence de tout cela, c'est que les organisations en général — et y compris nous-mêmes, car il faut le reconnaître, notre pratique dans ce mouvement est restée largement en-deça de notre propre programme ! — n'ont pas su jouer leur rôle dans ce mouvement.

Sauf quelques cas exemplaires, la conception qu'ont eue du mouvement les militants a été avant tout « politicienne ».

Au lieu de permettre un approfondissement des expériences, une définition collective des objectifs et des revendications à partir des aspirations du mouvement, en un mot l'appropriation par le mouvement de ses propres potentialités, négligeant tout cela, les militants se sont le plus souvent contentés de chercher à se faire élire dans les assemblées générales. La monopolisation de la parole, souvent dénoncée, véritable abus de pouvoir, a été un des aspects qui a objectivement entravé le mouvement, non seulement parce qu'elle jouait contre l'expression des non-militants, c'est-à-dire ce qu'on considère à tort comme la « base » du mouvement, mais aussi au détriment des femmes, que ce soit en tant que militantes et plus encore en tant qu'étudiantes. N'a-t-on pas vu, au cours d'assemblées générales et de coordinations, des débats scandaleusement clos aussitôt qu'ouverts par des votes aussi précipités qu'hypocritement unanimes ? C'était pourtant le sort réservé à toute proposition, du moment qu'elle émanait d'une femme et portait sur les problèmes de femmes dans le mouvement !

De cette fausse problématique, issue de conceptions indigentes de la lutte, qui ont objectivement ankylosé le mouvement, le meilleur exemple reste sans doute la question des examens, qui a eu tant de mal à être posée localement et nationalement. Sans parler des beuglements affolés de l'AJS pour qui, dans sa logique superstitieuse mais implacable, « parler des examens, c'est déjà se situer en-dehors de la grève », il est typique de constater la très large incompréhension de la part des organisations présentes dans le mouvement pour une question qui s'annonçait pourtant dès le départ comme vitale, préoccupation constante des étudiants grévistes. Presque partout, le débat sur les examens — refus de l'examen individuel, de la concurrence, dénaturation concertée, toutes choses qui rencontraient auprès des étudiants un écho largement favorable — a été littéralement

occulté, jusqu'à ce que la pression se fasse si forte (notamment par le fait des « inorganisés », mais aussi un peu du PSU) que les aspects de « remise en cause des modes d'acquisition et de contrôle des connaissances... » soient pris en compte... dans la motion votée à la coordination nationale de Censier, peu avant la fin du mouvement...

En un mot, le bilan de ce mouvement 76, son échec, c'est que malgré une mobilisation exceptionnellement forte, il s'est développé une contradiction relative entre des formes de lutte hyper-centralisées (qui apparaissent d'ailleurs souvent comme aux mains de « spécialistes de la politique »), et un contenu trop généralement négligé, qui ne pouvait pas toujours s'exprimer par les canaux qui lui étaient proposés et qui, selon nous, est l'aspiration collective à contrôler, à « autogérer » nos propres conditions de vie et d'études, à désigner nos besoins et nos aspirations dans une pratique active.

Dans une telle perspective, le rôle des organisations politiques, et surtout syndicales étudiantes, devrait être d'abord de permettre le débat véritablement démocratique (ce qui n'est pas toujours possible en AG !) pour la définition, l'élaboration pratique de l'université comme insérée dans une division capitaliste du travail, c'est-à-dire sa remise en cause en actes, et non seulement en motions.

Ce n'est que sur la base d'un mouvement en prise réelle sur les préoccupations les plus concrètes du milieu étudiant, s'armant de cahiers de revendications, s'approfondissant dans des expériences concrètes de contrôle, mûrissant au cours de débats larges et multiformes*, que la nécessaire centralisation peut prendre une signification réelle, peut permettre d'élargir les perspectives et de nourrir les expériences au niveau d'un mouvement national et anticapitaliste, et notamment de définir une plate-forme revendicative élaborée réellement par le mouvement et traduisant ses intentions de façon claire et compréhensible au-delà des généralités.

Privés d'un de ces deux aspects complementaires et simultanés — car toute conception visant à figer une articulation particulière, sous la forme d'étapes par exemple, se révélerait forcément dogmatique —, le mouvement ne peut que s'embourber soit dans la division localiste, soit dans le crétinisme des assemblées générales et des coordinations sans contenu. Les deux « jambes » du mouvement lui sont nécessaires à une progression harmonieuse et puissante.

Brèf, ce dont il s'agit, c'est de permettre à la dynamique autogestionnaire de masse de se développer pleinement, condition indispensable pour que le mouvement puisse atteindre toutes ses potentialités, et pour qu'il puisse s'adresser, avec un minimum de force et d'arguments, au mouvement ouvrier.

* Par exemple, débat sur l'enseignement et les notations, avec les syndicats enseignants, etc.

1978 : Faites chauffer l'école

Etudiants, lycéens, collégiens une force sociale !

Sans chercher à lire dans le futur, il s'agit tout d'abord de caractériser les contradictions de l'école capitaliste, la crise qui traverse aujourd'hui l'appareil de formation dans son ensemble et qui, inévitablement, servira de toile de fond à une situation politique où la gauche, déjà majoritaire dans le pays, se trouvera à même de gérer directement le secteur Education au gouvernement.

Une permière constatation, que l'on doit avoir présente à l'esprit si on ne veut pas passer à côté de l'essentiel, c'est que ce qu'on appelle généralement le mouvement étudiant est en fait une *constante dans la vie politique et le champ des contradictions sociales*, en France comme dans la plupart des pays capitalistes et « socialistes » (Tchécoslovaquie, etc.).

Quels que soient l'impression du moment, l'état du milieu étudiant, son apparente passivité, Mai 68 en France, le Mai italien, les grandes mobilisations anti-impérialistes, en particulier aux Etats-Unis, et plus récemment la grève générale des étudiants italiens contre la réforme Malfatti, toutes ces expériences nous ont appris une chose : nous avons affaire *en permanence* à une collectivité sociale qui ne « digère » pas les contradictions dont elle est, en fin de compte, le produit.

La grande masse de la jeunesse scolarisée, lycéens, collégiens, étu-

diants, refuse ce système de formation qu'elle n'a pas choisi car il ne correspond ni à ses propres besoins ni à ceux des travailleurs.

Bien plus, cet appareil de formation de la société capitaliste semble n'exister que pour contrer les désirs, détruire la créativité et empêcher la réflexion critique des jeunes, pour perpéturer la division sociale du travail et l'aliénation qui est son corollaire.

Ce qui devrait alors nous étonner, ce n'est pas cette « impatience à propos de la jeunesse » dont se gargarisent la presse et les moralistes de tout poil. C'est plutôt l'incroyable patience des jeunes qui devrait nous surprendre, quand on pense à ce qu'ils sont forcés de subir chaque jour dans ces institutions scolaires d'un autre âge, lycées-casernes, CET-usines, facs-poubelles et leurs pendants, les facs d'« élite », hauts-lieux de la bêtise et de la prétention mandarinale et gérontocraties avancées.

Mais tout cela, on le voit, la jeunesse le supporte de moins en moins bien. Sa protestation, sous la forme de Mouvement de la jeunesse scolarisée, a acquis droit de cité. Lycéens, collégiens et étudiants forment aujourd'hui une *force sociale* avec laquelle il faudra compter, une force sociale qui ne fait que traduire les contradictions inhérentes à la formation et à la société capitalistes.

La formation capitaliste : contradictions anciennes et nouvelles

N'en déplaise aux idéalistes, l'école n'est pas un bienfait du « progrès », une victoire de l'intelligence sur la barbarie... Nous savons que, comme toutes les superstructures de la société bourgeoise, l'école a une fonction dans cette société. Tout en assurant une formation de la population, l'école capitaliste doit nécessairement s'inscrire dans le processus de la reproduction permanente des rapports sociaux bourgeois, en particulier celle des rapports de production (salariat...) ; la « justification » de la hiérarchie, c'est la qualification, ce sont les diplômes !

Tous les travailleurs (et même les autres) passent par l'école. Mais ils n'y font pas les mêmes choses, et surtout, ils n'y passent pas le même temps... La règle d'or de l'école, c'est d'abord la sélection sociale : une fille d'OS et un fils de cadre supérieur n'ont que très peu de chances de se retrouver à des places comparables dans le processus de la production... l'école capitaliste et sexiste est passée par là. Mais cette « contradiction de classe » de l'appareil de formation capitaliste n'est pas neuve. Elle ne saurait donc expliquer à elle seule la crise nouvelle qui traverse les institutions scolaires et universitaires de la plupart des pays capitalistes depuis les années 60.

Ce qui est nouveau depuis ces années 60, c'est que rejaillit pour la première fois sur les structures de formation un phénomène relativement

récent, et qu'on appelle en général « révolution scientifique et technique » : après la deuxième guerre mondiale, des mutations qualitatives importantes dans les procédés de production (automation, etc.) font que, dans les pays capitalistes avancés tout au moins, le « capital s'annexe la connaissance » * ; en d'autres termes, la « science tend à devenir une *force productive*, à s'intégrer en tant que telle dans le processus de production de la valeur, par conséquent, le capital tend également à investir de plus en plus directement la formation, dans le sens où les structures de formation participent de plus en plus directement à une production élargie de la force de travil, au sens collectif.

Les effets de la révolution scientifique et technique bouleversent les institutions scolaire et universitaire : par exemple, le nombre d'étudiants ne cesse de croître, dans des structures archaïques et incapables de les recevoir. Mais, fondamentalement, ce qui s'avère irrémédiablement archaïque, ce n'est pas tant l'organisation technique de ces institutions, mais bel et bien leur fondement, la hiérarchie, la concurrence, en un mot la division sociale du travail, les rapports sociaux capitalistes qui apparaissent maintenant d'autant plus contraignants et injustifiables qu'ils sont objectivement (« techniquement ») devenus *inutiles* dans l'organisation de la société, et donc injustifiables.

Cette contradiction fondamentale du mode de production capitaliste (entre les rapports sociaux historiquement « datés » et désormais trop étroits, et le développement des forces productives), c'est elle qui permet de comprendre et d'expliquer la permanence des mouvements sociaux spécifiques de la période du « troisième âge du capitalisme » (E. Mandel) (mouvement concernant en premier lieu la jeunsse : école, armée, famille, etc.), ainsi que l'aspect de « crise idéologique » que ces mouvements revêtent au premier abord. En fait, la jeunesse scolarisée, devenue une *force de travail en formation*, rejette tout simplement l'ordre, les valeurs, le système, capitalistes... et aspire à une autre formation, ouverte à tous les travailleurs, permanente et critique.

L'illusion réformiste

Nous connaissons les réponses de la bourgeoisie à ces questions. C'est la restructuration capitaliste, l'austérité, la misère dans tous les domaines, et comme débouchés, le chômage et la déqualification.

Structurellement incapable de planifier ses propres besoins en matière de formation, le capital et ses mandataires au gouvernement en sont réduits à une politique plus ou moins conjoncturelle et à courte vue,

* *K. Marx. Travail, science et loisir créateur.*

s'efforçant d'adapter qualitativement et quantitativement la formation aux besoins étroits et aux préférences sordides du patronat...

Les réformistes signataires du Programme commun, eux, parlent de réformer l'accès à l'université en augmentant le nombre des bourses, de gérer plus « sainement » l'ensemble des institutions scolaires. Mais, sur les véritables mécanismes de l'institution, les examens, les concours, la sélection sociale, la hiérarchie, le rôle des enseignants, le rapport au savoir, bref sur le maintien de l'université comme lieu de savoir séparé des activités sociales réelles, pas un mot ! Ces questions concernent pourtant la trame quotidienne de la vie des divers usagers de l'université, personnels, enseignés et enseignants !

Ce silence « étrange » n'a rien pour nous surprendre : sa clef réside déjà dans la pratique des partisans du Programme commun aujourd' hui même à l'université et dans l'école en général. Quel spectacle nous donnent-ils à voir ? Dans le cadre des instances de « participation » mis en place par la réforme Edgard Faure après 1968, les partisans du Programme commun sont aussi les plus farouches *piliers de la cogestion* la plus plate de l'institution avec l'Etat bourgeois. Devant les nécessités de la restructuration capitaliste de l'université, la souplesse d'échine des dignitaires « de gauche » dans la hiérarchie universitaire n'a d'égale que le « bon sens » étriqué et le « réalisme » sans imagination qui guide leurs tristes initiatives.

Serait-ce au nom de la défense des intérêts des étudiants que les présidents d'universités « de gauche » appelent les CRS pour rétablir l'ordre, comme ce fut le cas, parmi tant d'autres, à Tolbiac ? Serait-ce donc pour quelque revendication étudiante méconnue que le trop célèbre Josefowitch, président de Paris XIII et membre du PCF, s'empresse de prier le patronat d'intervenir dans son université en créant (en application de la réforme du 2ème cycle, et avant même sa parution) des maîtrises de science et technique, combattues par les étudiants ? Combien d'emplois ont été ainsi créés, si l'on veut vraiment raisonner de cette manière ? pas un ! De quel prix ont été payés ces « débouchés » imaginaires ?

Sur le plan syndical, l'action des réformistes du Programme commun ne vaut pas mieux : aux revendications avancées par le personnel, les vacataires et chargés de TD, par les étudiants, ils préfèrent le charme discret des joutes électorale, comme on dit. Derrière tout cela, se cache malgré tout une cohérence politique : celle qui prétend faire croire que, par une série de réformes s'étalant sur des dizaines d'années, que par la collaboration franche et « honnête » avec l'Etat bourgeois dans la gestion des appareils scolaires et universitaires, les choses finiront par changer. Le Programme commun ne stipule-t-il pas : *« Dans les universités et les écoles, étudiants et grands élèves participeront aux conseils de gestion »* ? (Editions sociales, chap.XI : Jeunesse, p.99).

Nous savons quant à nous que cette politique, non seulement conduit

à la défaite, mais revient dans la pratique à défendre et à perpétuer l'ordre existant, les institutions bourgeoises en général.

En Italie actuellement, nous en avons la preuve la plus éclatante : en promouvant le « compromis historique », en se rendant complice de la démocratie chrétienne pour gérer la crise sur le dos des travailleurs au nom des « sacrifices », en se posant comme le dernier rempart des institutions pourries de l'Etat bourgeois italien, le PCI prépare en fait des défaites non moins historiques. C'est déjà au nom de cette politique, qu'on le voit se dresser contre les revendications du mouvement des jeunes, des travailleurs, qui veulent en finir avec la Démocratie chrétienne corrompue et discréditée, qui veulent dès maintenant contrôler tous les aspects de leur vie, de la vie sociale en général ! N'avons-nous pas connu en France une situation semblable, en mai et juin 1968, où le PCF lui aussi combattait « l'agitation » — et avant tout celle des étudiants, complaisamment dénoncée dans l'Humanité... — au nom du calme, de l'ordre, de l'ordre établi, c'est-à-dire de l'ordre bourgeois en fin de compte !

Tirons la leçon de cette capitulation honteuse : en France, comme en Italie et ailleurs, aucune réforme de l'appareil de formation n'a la moindre chance d'aboutir si elle ne se donne pas pour point de départ les revendications mêmes des jeunes scolarisés, des étudiants ; c'est-à-dire leur opposition irréductible aux fondements mêmes de cette institution, le hiérarchie, la sélection sociale, la concurrence inter-individuelle, la discipline, le profit, le capitalisme en somme...

Voilà pourquoi il n'est pas possible de ramener le mouvement de la jeunesse scolarisée, le mouvement des étudiants, à des « modes », à un « conflit de génération » comme dit *Paris-Match*, ni à une somme de « petits-bourgeois radicalisés », selon l'analyse chère aux dogmatiques.

Voila pourquoi, en 1978 ou à toute autre date où ils arriveront au pouvoir, les réformistes signataires du Programme commun devront compter avec la jeunesse scolarisée, et son faible penchant pour les réformes bien raisonnables et progressives...

Propositions

Avancer des propositions pour le mouvement étudiant, c'est avant tout tenter de répondre à trois séries de questions :
— Comment lutter, comment s'organiser ?
— Sur quelles revendications ? Sur quels mots d'ordre ?
— Dans quel but ? Que voulons nous ?

Pour un syndicat autogestionnaire, de lutte, anti-capitaliste

Nous avons vu que le mouvement de la jeunesse est une force sociale à part entière, produit de contradictions profondes de la société capitaliste contemporaine. Mais, depuis 1969, qui vit l'UNEF éclater en deux rejetons dégénérés et manipulés par des appareils politiques, le mouvement étudiant, faute d'une organisation permanente reconnue par les étudiants, a procédé par vagues, alternant des périodes de mobilisation intense et des périodes de dépression que le pouvoir mettait à profit pour faire avancer ses projets...

L'utilité d'une organisation permanente, de masse et de lutte, des étudiants, est donc tout à fait évidente. Nous pensons que cette structure ne peut être que *syndicale, anticapitaliste et autogestionnaire,* c'est-à-dire, exprimant les aspirations anticapitalistes et la *volonté de contrôle* des étudiants, en partant des préocupations immédiates du milieu étudiant.
Ces deux termes, préoccupations immédiates et aspirations profondes sont nécessaires et complémentaires si l'on veut éviter les écueils du corporatisme et du « maximalisme ».

Le rôle d'une telle structure « syndicale » est donc d'organiser les étudiants de façon permanente, et de formuler les revendications et les mots d'ordre *transitoires* du milieu étudiant, c'est-à-dire les revendications et les mots d'ordre qui tout en partant des préocupations immédiates, introduisent une *dynamique de rupture* avec l'institution capitaliste. Cette dynamique de rupture, nous pensons qu'elle est le fait de *l'aspiration collective au contrôle*, et des initiatives autogestionnaires des étudiants, autoréductions, contre-cours, expériences d'universités critiques, etc.

En comparaison du néant qui a prévalu pendant longtemps, où le choix laissé aux étudiants était entre les deux UNEF corporatistes et d'éphémères comités de lutte ou de mobilisation, la création du MAS à représenté un progrès indiscutable.

Cependant, il est clair que le MAS n'est pas ce syndicat de masse dont il est question, de même que nous ne pensons pas qu'il en soit le « noyau » qui pourrait devenir ce syndicat par grossissements successifs. Nous pensons que des recompositions dans le mouvement étudiant seront nécessaires, avant que ce syndicat autogestionnaire de masse du milieu étudiant n'existe.

De toute manière, un tel syndicat ne se construira qu'à *partir du mouvement lui-même,* c'est-à-dire en tant qu'aboutissement de la volonté consciente et concertée de milliers d'étudiants en lutte, et de structures de lutte locales — comités locaux, collectifs autonomes. Pour cela, des initiatives de débats largements ouverts au mouvement seront nécessaires, par exemple, des Etats généraux des étudiants, au cours desquels les échanges

d'expériences seront possibles pour un enrichissement mutuel, vers la constitution d'une *plate-forme syndicale d'unification du mouvement étudiant*, jetant les bases d'un tel syndicat autogestionnaire de masse en milieu étudiant.

C'est là la seule chance pour qu'une telle structure soit effectivement reconnue par les étudiants eux-mêmes, et n'en reste pas au niveau d'une chapelle auto-proclamées.

Mais lutter pour une structure syndicale de masse, autogestionnaire et anticapitaliste, ne signifie nullement qu'il faille *substituer* une telle structure aux formes de lutte dont s'est doté le mouvement étudiant, commissions, AG, coordinations régionales et nationales des facs en grève, etc., en un mot l'auto-organisation des étudiants qui fait aujourd'hui partie des traditions de la lutte étudiante. Nous n'avons pas du syndicalisme (étudiant, et autre...) la vision qu'en ont les mouvements à l'aide des structures qu'ils contrôlent ; pour nous, le syndicat n'est rien de plus qu'un facteur de permanence, une « mémoire collective » pour mieux lutter, pour réfléchir collectivement des succès comme des échecs ; le rôle du syndicat est de promouvoir, non de freiner, l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement anticapitaliste des étudiants sous toutes ses formes !

Salaire étudiant !

Il ne s'agit pas d'entrer dans le détail d'une plate-forme de revendications, ni de vouloir fixer à l'avance des mots d'ordre pour les luttes à venir, mais d'affirmer une *démarche* pour le mouvement, de dégager des axes de lutte de l'analyse du milieu étudiant et des luttes passées.

Nous avons vu que la jeunesse scolarisée constitue une force de travail en formation (voir la deuxième partie). Pendant son temps de formation, la jeunesse scolarisée effectue en fait un véritable travail social, et participe à la reproduction élargie de la force de travail; il est donc parfaitement logique de penser que ce temps de formation doit être rémunéré.

Aussi, nous nous prononçons pour qu'un salaire étudiant soit versé à tous les jeunes scolarisés, mettant ainsi fin au statut d'assisté, de « mineur social » qui est celui des jeunes scolarisés, comdamnés à « choisir » entre la dépendance familiale et la soumission qui en découle presque toujours, et la nécessité de se salarier au rabais justement pour échapper à cette soumission à la famille.

La revendication d'un salaire étudiant pour tous les jeunes scolarisés, ce n'est donc pas seulement la conséquence logique du statut *réel* de la jeunesse scolarisée dans la société capitaliste actuelle (statut réel masqué par la représentation idéologique de l'« étudiant » comme plus ou moins fumiste, comme inutile et simple bouche à nourrir »...) ; c'est aussi une manière concrète de lutter contre la sélection sociale par le fric, une façon

de réaliser le mot d'ordre de « facs ouvertes aux travailleurs », et enfin, la possibilité d'une autonomie réelle de la jeunesse...

Une stratégie de contrôle

Jamais, les jeunes scolarisés, lycéens, collégiens, étudiants, ne pourront « démontrer leur force en croisant les bras », en se contentant de revendiquer par la grève passive la satisfaction de leurs revendications. Par cette méthode, ils ne mettent en rien en cause à court terme le fonctionnement de la société capitaliste, comme le font par exemple des ouvriers quand ils cessent simplement le travail.

Une autre démarche, pour nous comme pour les travailleurs, est possible : à LIP et dans des centaines d'entreprises qui ont, depuis 1973, suivi cet exemple, les travailleurs ne se sont pas contentés « de mendier un juste droit » (le droit à l'emploi, en l'occurrence) : ce droit qu'ils considéraient à juste titre comme légitime, ils l'ont *imposé dans les faits* et ont signifié par là que les travailleurs ont la volonté et la capacité de ne plus laisser la direction de la société aux exploiteurs capitalistes. De même, par l'action du MLAC, des hommes et des femmes ont montré que pour lutter pour le droit à l'avortement et à la contraception libres, la meilleure méthode, c'est de mettre en pratique ce que l'on préconise, sans attendre pour cela la bénédiction des autorités bourgeoises.

Cette *critique pratique* de la société bourgeoise, ce sont d'ailleurs les étudiants qui l'ont en quelque sorte inventée, en mettant sur pied, à Berlin en 1967, l'« université critique » alternative pratique à l'université mandarinale.

De plus en plus, aujourd'hui, les différents mouvements sociaux mettent en œuvre une *stratégie autogestionnaire* : les initiatives d'*auto-réduction* des loyers dans des quartiers entiers (en Italie) dans les restaurants universitaires (en accord avec le personnel), etc., ne sont-elles pas cent fois plus explicites, et plus efficaces, que toutes les pétitions contre la vie chère ?

Pour le mouvement étudiant aussi, la stratégie correcte est celle de l'autogestion, celle qui met en avant son aspiration collective au contrôle sur les conditions de vie et de formation. A chaque partie des plans de la bourgeoisie, à chaque procédé répressif, à chaque pratique arbitraire et hiérarchique, il y a une réponse de contrôle.

Contre la sélection, exigeons le contrôle des critères de notation : aucun mandarin, aucun directeur d'UER ne peut s'expliquer valablement quand on lui demande « quels sont vos critères, pourquoi telle copie vaut-elle 7 et pas 9 ou 10 ? ». Après un partiel, centralisons les copies, et « analysons » les notes...

Contre l'arbitraire des sujets d'examen, droit de véto collectif sur les sujets ; contre la concurrence, l'individualisme exacerbé et le bachotage, développement des travaux collectifs ; organisons des partiels à livre ouvert, décrétons collectivement le travail collectif lors des examens...

Quant aux programmes d'enseignement, vieux privilège mandarinal, et domaine réservé des conseils « scientifiques », la règle c'est l'arbitraire, l'orientation politique réactionnaire. Cest aux principaux intéressés de discuter des programmes et d'en décider collectivement, comme l'ont montré les « contre-cours » dans les lycées.

Bien entendu, tout cela n'a que valeur d'exemples. Il n'est pas question de clore ici la liste des initiatives et des luttes autogestionnaires du mouvement étudiant.

C'est donc *sur la base de son autonomie* que le mouvement étudiant doit s'adresser aux organisations des travailleurs. Faut-il le répéter, un argument essentiel dans cette démarche est constitué par l'élaboration démocratique par le mouvement d'une plate-forme revendicative, à partir des structures autonomes de base.

En aucun cas, l'unité du mouvement ouvrier organisé ne peut être le fruit, ni d'un *alignement* sur les positions actuellement majoritaires dans le mouvement ouvrier (le Programme commun) ni celui d'une tactique hâtivement calquée sur les déterminations du mouvement ouvrier.

Ici se rejoignent deux conceptions également fausses de l'unité : celle des réformistes et des staliniens, qui veulent « normaliser » le mouvement étudiant en l'alignant sur le mouvement ouvrier figé à nu moment de son évolution (le moment présent) : celle de certains révolutionnaires dogmatiques, pour qui la « surdétermination » du mouvement étudiant par le mouvement ouvrier conduit à agir dans le mouvement étudiant au mépris de ses rythmes et de ses besoins propres. Dans les deux cas en effet, nous avons affaire à une sous-estimation, quand ce n'est pas une négation stupide de la spécificité des luttes étudiantes, ou plutôt de la jeunesse scolarisée, sous-estimation liée souvent à la volonté d'utiliser ces luttes à des fins « transcendantes » : stratégie électoraliste dans un cas, « fétichisation » du « parti révolutionnaire » dans l'autre.

Quelle formation ?

Parler d'« université socialiste » est contradictoire, ne serait-ce que parce que cela suppose le maintien d'une division du travail fondée sur l'opposition travail manuel-travail intellectuel.

Dans une société où les rapports de production sont socialisés, il n'y a aucune place pour un corps autonome, « maître du savoir », hérité du « vieux fatras » capitaliste.

L'exemple des pays de l'Est ou de la Chine, malgré des différences incontestables avec les pays capitalistes, est frappant de ce point de vue. En

Tchécoslovaquie, pour 70 % d'ouvriers dans la population, 38 % des étudiants sont fils d'ouvriers. En Pologne, les 45 % de paysans dans la population tombent à 8,3 % des étudiants. En RDA, 55 % d'ouvriers donnent 33 % de fils de travailleurs à l'université. Inversement, 17,8 % (Pologne), 10,6 % (Tchécoslovaquie), 20 ,3 % (RDA) de « l'intelligentsia » deviennent respectivement 45,4 % et 53,8 % et 52,4 % des étudiants !

En Chine, au moment de la révolutoin culturelle, les statistiques donnaient près de 50 % des étudiants comme issus de familles de fonctionnaires, de dirigeants du parti ou de l'Etat, ou des milieux intellectuels ou scientifiques.

Nous pensons que le socialisme signifie nécessairement la destruction de l'école et de l'université en tant qu'institutions séparées de la production. Il ne s'agit pas là d'une perspective abstraite, car il est tout à fait possible aujourd'hui d'envisager pour tous *une formation permanente polyvalente et critique* intégrée au temps de travail et acquise dans des *unités de formation-production autogérées*.

De cette perspective, la formation « permanente » capitaliste que nous connaissons n'est qu'une bien pâle préfiguration, rendue nécessaire par les exigences du progrès des forces productives, mais enserrée dans un réseau inextricable de contradictions. Sur ce terrain, la revendication du contrôle des travailleurs sur la formation permanente constitue une réponse transitoire vers une formation et une société socialiste, convergente avec les revendications transitoires plus proprement étudiantes, pour mettre fin à la division sociale du travail.

Procès de l'école sexiste

Au cours de la grande mobilisation de 1973 contre la loi Debré, on pouvait entendre dans les manifestations de curieux mot d'ordre, du genre « Debré pédé, ta loi tu l'as dans le cul », etc. Alors même que la jeunesse luttait, filles et garçons solidaires (au grand scandale des observateurs bourgeois) contre l'embrigadement de la jeunesse par l'armée et sa glorification bovine de la « virilité », de tels mots d'ordre spontanés démontraient une contradiction de taille : l'oppression des femmes, l'oppression des minorités sexuelles sont indissolublement liées à l'oppression de la jeunesse en général. Dans les mouvements plus récents, de tels mots d'ordre ambigus, voire franchement sexistes, ont quasiment disparu. Mais les causes en sont toujours vivaces, souvenons-nous des assemblées générales, des coordinations où les femmes tentaient vainement de prendre la parole et de se faire écouter (voir la première partie).

L'école sexiste, ce n'est pas seulement le plus évident, l'apprentissage dans l'appareil scolaire de « rôles sociaux » différenciés, l'apprentissage de la domination, puis l'exercice courant de cette domination, par exemple

dans les TD, les mecs qui parlent, les « nanas » qui se taisent, etc. Ce sexisme ordinaire, c'est déjà insupportable.

Mais que dire quand ces comportements se reproduisent dans les luttes ? Invoquer la fatalité des rapports sociaux capitalistes, l'insconcient patriarcal collectif, etc., c'est un peu léger ! L'école sexiste, c'est aussi l'inégalité dans la lutte, la division du travail militant (les mecs parlent, élaborent la stratégie, font le service d'ordre... les « nanas » font les banderoles, tirent les tracts, préparent des sandwichs pour les « bouffes sauvages »...) Le sexisme, c'est aussi une certaine façon d'utiliser le *discours politique* comme instrument de domination personnelle, comme faire-valoir dans les rapports essentiellement malsains, pour briller, pour draguer, pour « séduire ». D'un côté comme de l'autre, il n'est pas facile d'échapper à cette insidieuse et pourtant bien réelle aliénation.

Mais surtout, il serait illusoire de croire que ces questions se régleront d'elles-mêmes, que le sexisme « dépérira » nécessairement « après la révolution » * Le sexisme est l'enjeu d'un combat, et ce combat, c'est d'abord celui des opprimés du sexisme, femmes, minorités sexuelles. Il ne s'agit pas, en disant cela, de s'en laver les mains, mais de voir qu'un outil irremplaçable dans la lutte des hommes et des femmes contre le sexisme, c'est l'organisation indispensable de ses victimes, dans les groupes femmes, dans les groupes de libération sexuelle etc. Ces groupes, notamment les *groupes femmes autonomes* ont un rôle moteur dans la lutte contre le sexisme à l'université, contre toutes ses formes.

Les étudiants italiens ont pris l'initiative d'organiser nationalement le *procès du sexisme à l'université* en dénonçant et en débattant largement et sans complaisance de l'ensemble des manifestation du sexisme dans les facs. En France également, une telle initiative pourait être reprise, par exemple, lors d'une mobilisation, à l'appel des groupes de femmes.

L'unité

A partir d'un certain moment, lorsque se développe une mobilisation des étudiants à l'échelle nationale, la question se pose d'une confrontation avec l'Etat, pour l'abrogation d'une réforme par exemple. Pour vaincre, face à cet appareil d'Etat capitaliste, les forces du seul mouvement étudiant ne peuvent suffire. De là vient la *nécessité* pour lui, de s'adresser au mouvement organisé des travailleurs, à commencer par ceux de l'Education, c'est-à-dire aux syndicats enseignants et ouvriers.

Nous avons vu dans la première partie que certaines organisations révolutionnaires (LCR mais aussi et surtout AJS) font de cette question *la*

* « Pas de libération des femmes sans révolution socialiste, par de révolution socialiste sans libé- ution des femmes. » *Brève Histoire du MLF.* Savelli, p. 40. Voir aussi *Dossier de presse sur l'homosexualité.* GLH-PQ. Savelli

question essentielle du mouvement étudiant, le *nec plus ultra* du militantisme universitaire.

Pour nous, au contraire, les divisions actuelles du mouvement étudiant ne sont pas seulement déterminées, il s'en faut de beaucoup, par les divisions politiques du mouvement ouvrier, même si ces divisions jouent un rôle réel. L'unité du mouvement étudiant lui-même, comme *avancée dans l'expérience concrète*, ne peut par ailleurs se réduire à l'unité syndicale, encore moins à l'unification syndicale. Au contraire, l'unité du mouvement étudiant prend la forme, autour d'un contenu revendicatif précis, de l'unité d'action intersyndicale, et surtout des structures d'auto-organisation, indispensables à la lutte autonome des étudiants.

15 avril 1977

Quelques réponses aux camarades de l'ex-tendance B du PSU

1. Mouvement étudiant et mouvement ouvrier

Les camarades de l'ex-tendance B du PSU nous reprochent de faire de *« la question classique de la « jonction » du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier... la question essentielle du mouvement étudiant, (car) il ne saurait être question de situer le mouvement étudiant dans une quelconque soumission envers le mouvement ouvrier, d'entraver par quelque moyen que ce soit ce qui fait pour nous sa force principale : son autonomie ».* Il faudrait préciser, et, pour le faire distinguer deux niveaux dans les rapports du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier, ce qui relève des perspectives générales que nous pouvons avancer pour lier le combat des étudiants à celui de la classe ouvrière et les problèmes tactiques que peut poser l'unité du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier dans une conjoncture et des rapports de forces donnés (notamment lorsque les réformistes sont encore largement majoritaire chez les travailleurs).

a) Une nouvelle force sociale.

La crise de l'institution universitaire, provoquée par la contradiction entre le développement des forces productives et le maintien des rapports de production capitaliste, est la racine profonde qui explique la permanence des mobilisations étudiantes, l'apparition d'une nouvelle force sociale : le mouvement étudiant. C'est là la conséquence des contra-

dictions du « troisième âge du capitalisme » qui se voit obligé de développer massivement une force de travail intellectuellement très qualifiée, mais le fait selon ses besoins, ses critères, c'est-à-dire en subordonnant *« la production de la qualification intellectuelle aux besoins de mise en valeur du capital, au moyen d'une réforme technocratique de l'enseignement supérieur »* (Mandel). Cela se traduit aussi par « une explosion universitaire », le développement massif du milieu étudiant comme d'ailleurs de l'ensemble de la jeunesse scolarisée.

Nous serons donc d'accord avec les camarades pour considérer le mouvement étudiant comme produit des contradictions spécifiques (et nouvelles) du troisième âge du capitalisme et pour dire qu'il traduit l'inadéquation totale des rapports de production capitaliste, de la division du travail qu'ils instaurent, etc. par rapport aux besoins nés du développement des forces productives. De ce point de vue, la racine de la révolte des étudiants a de profonds fondements anticapitalistes ; c'est de plus en plus concrètement — et pas comme une perspective historique quelque peu abstraite — que la classe ouvrière lui apparaît comme susceptible de donner à tous une formation correspondant « aux développements des sciences et des techniques » et de construire une société débarassée de toutes les irrationnalités produites par le système capitaliste.

C'est là *une tendance générale* mais que les camarades traitent de façon quelque peu unilatérale en écrivant par exemple : « La jeunesse scolarisée, devenue *une force de travail en formation*, rejette tout simplement l'ordre, les valeurs, le système capitaliste... et aspire à une autre formation, ouverte à tous les travailleurs, permanente et critique. » Une force de travail en formation ? Certes, mais encore une fois il faut distinguer. Car la formation de cette force de travail se fait *dans le cadre de la division capitaliste du travail*, profondément marquée par elle. On ne peut tracer un trait d'égalité entre les étudiants, les lycéens et les apprentis : tous sont pourtant une force de travail en formation. Mais, dans sa masse, l'origine sociale de ces milieux est différente, surtout leur devenir social et en conséquence, le type de formation à laquelle ils sont confrontés.

Dans les facultés même, on ne peut parler d'une couche sociale homogène. Entre les étudiants d'IUT, ceux de médecine et de facs de lettres il y a des différences : certains feront partie des couches supérieures de la classe ouvrière, d'autres de la « nouvelle petite bourgeoisie ». Si dans leur grande masse, ils ne sont pas de simples futurs laquais de la bourgeoisie, ils occuperont une place privilégiée dans la division du travail et on ne peut sous le vocable de « travailleurs en formation » les ranger dans la classe ouvrière. Ce que ne font pas, malgré leurs équivoques, les camarades. Mais, eux qui aiment citer les analyses du *Troisième Age du capitalisme* de Mandel devraient aussi relire les passages (T. 2, p. 102) où ce dernier explique que, en raison des fonctions de reproduction par l'université de la division du travail capitaliste, le milieu étudiant n'est pas un

milieu homogène et qu'une fraction de celui-ci peut être intégrée, vu sa future fonction sociale, par la bourgeoisie : pour peu qu'elle réussisse quelque peu à rationaliser son enseignement.

Il ne s'agit pas là d'un débat académique, mais d'établir des perspectives politiques que les camarades évitent justement de poser en s'en tenant à la description (unilatérale) de tendances générales. Certes le mouvement étudiant que nous connaissons dans les pays capitalistes avancés n'a rien à voir avec celui dont parlait Lénine et Trotsky (même si l'on peut retrouver des analogies dans la fonction politique de « détonateur » qu'il a par exemple joué en mai 68 et la fonction qu'il a pu jouer dans les périodes passées). Sa *nature sociale est différente* et on ne peut le traiter comme un « mouvement démocratique petit-bourgeois » simple allié tactique du prolétariat. Les contradictions qui traversent l'université, l'évolution sociale de la fonction du milieu étudiant font *qu'une masse d'étudiants* peuvent être gagnés au combat de la classe ouvrière non sur la simple base d'une « alliance » conjoncturelle mais d'une intégration profonde au combat pour le socialisme. Voilà pourquoi nous préférons parler *d'intégration* du mouvement étudiant au combat de la classe ouvrière plutôt que d'alliance entre le mouvement étudiant et la classe ouvrière (pour plus de détails, voir notre brochure *Problèmes du mouvement étudiant*).

C'est là une différence radicale par rapport, par exemple, au PC qui cherche à constituer le milieu étudiant en force sociale autonome autour de la défense de ses « intérêts » pour le ranger ensuite dans « l'Union du peuple de France ». En se gardant bien — comme par exemple pour les cadres — de remettre en question la place privilégiée des étudiants dans la division capitaliste du travail.

Cette perspective générale d'intégration du mouvement étudiant au combat de la classe ouvrière a des conséquences directes sur la nature du mouvement étudiant que nous voulons construire et le programme que nous défendons en son sein. Nous y reviendrons, mais traitons avant de la tactique concrète : des rapports entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier qui sont actuellement déterminés par le poids des réformistes.

b) L'autonomie ?

Il ne peut donc être question pour nous d'autonomie du mouvement étudiant par rapport à la classe ouvrière. Au contraire la liaison du mouvement étudiant avec les travailleurs est une bataille politique à gagner. Car il ne suffit pas de décrire les contradictions du système pour expliquer que la révolte étudiante le remet en cause, il faut définir les médiations organisationnelles et les objectifs de lutte par lesquels cette révolte peut devenir une force, partie prenante du combat pour le socialisme. L'histoire du mouvement étudiant, c'est bien sûr l'histoire des luttes d'une couche sociale qui produit ses propres formes de mobilisations,

mais aussi l'histoire de ses liens (possibles ou non) avec la classe ouvrière : il suffit de faire le bilan des luttes en France depuis 1968 pour y voir toujours ce même problème.

Si par autonomie les camarades entendent indépendance politique par rapport aux directions réformistes, on ne peut être que d'accord.

L'an passé, si nous nous sommes battus durant la grève étudiante pour que le mouvement recherche l'unité d'action avec les syndicats enseignants et ouvriers, nous ne l'avons pas fait en aplatisssant les perspectives que nous avancions : la bataille pour l'abrogation de la réforme par la grève générale de l'université. Nous étions d'ailleurs d'accord là-dessus avec les camarades, contre les partisans de la majorité du PSU qui ne voyaient dans ce mot d'ordre qu'une astuce pour mettre au pied du mur les directions syndicales et étaient prêts à le passer sous la table.

On pourrait discuter également du contenu des compromis que le mouvement étudiant a tenté de passer avec les directions syndicales pour trouver un terrain d'unité d'action. Mais, là non plus, nous n'avons pas eu de gros désaccord avec les camarades de l'ex-tendance B du PSU. Sinon parfois pour critiquer un certain opportunisme de leur part par rapport à la direction de la CFDT qui n'a pas eu, durant cette grève, une attitude différente sur le fond de la direction de la CGT.

Mais pour autant, même à ce niveau, le terme d'autonomie du mouvement étudiant est des plus ambigu : il permet d'ouvrir la porte à n'importe quel suivisme opportuniste par rapport aux divers courants qui sous-estiment, voire rejettent la bataille pour l'unité avec le mouvement ouvrier. Et si les camarades disent qu'ils sont « globalement » d'accord avec la tactique de front unique ouvrier, cela apparaît davantage dans leur texte comme un coup de chapeau donné à « l'orthodoxie » que comme une perspective concrète dont ils essaieraient de préciser le contenu. D'autant que — et nous y reviendrons — ces camarades sous-estiment les batailles politiques centrales que doit mener le mouvement étudiant et donc les rapports de force à tenter d'établir dans l'unité avec l'ensemble du mouvement ouvrier.

Car on ne peut se contenter d'une perspective générale de liaison avec la classe ouvrière sans se frotter *avec la classe ouvrière comme elle est,* avec le mouvement ouvrier actuel. Sinon on se retrouve vite dans des impasses : celles par exemple des courants spontanéistes qui toutefois cherchaient la jonction avec la classe ouvrière, même si c'était une classe ouvrière mythique. Mais l'exemple italien montre autre chose : face aux blocages des directions ouvrières des courants de masse peuvent confondre rejet des appareils réformistes et rejet de la classe ouvrière. On peut comprendre les racines politiques de ces phénomènes par le rôle joué par le PC italien, mais il faut le combattre et non aller dans le sens du poil.

Ce que ne font pas les camarades en écrivant a propos des dernières luttes étudiantes en Italie : *« Les « indiens métropolitains » c'est « la tri-*

bu » qui a cristallisé le moment actuel. Les indiens sont sortis des « réserves », dépotoirs à marginaux construits par les maîtres communistes et démocrates-chrétiens et se sont décidés à conquérir des « territoires » en particulier l'université. Ils veulent dans la lutte créer des « espaces libres » pour une subjectivité libérée. La force immédiate des indiens, c'est la rupture avec la politique classique, la pratique militante traditionnelle (y compris celle de l'extrême gauche). Les indiens sont nés du mouvement même, de l'intérieur de celui-ci comme son expression « naturelle ». Leur gestuel, leur langage, leur accoutrement rompent avec les « vestons cravates » du PDUP, les « langues fourchues » du PCI et « le langage de bois » de AO... » (1). Et après ce passage, qui sent quelque peu sa littérature, les camarades exploitent : *« Le « mouvement des exclus » indique avec éclat une partie des tendances que prendra, dans des conditions différentes, le mouvement de la jeunesse dans les pays capitalistes avancés : un type d'organisation autonome, indépendante des partis politiques adultes, l'expression de besoins radicaux, d'objectifs immédiats allant dans le sens de l'autogestion. »*

Cela ferait sourire de retrouver l'autogestion à toute les sauces, si ces phrases n'apparaissaient pas comme la vérité des discours généraux que ces camarades tiennent dans la première partie de leur brochure sur « l'autonomie » du mouvement étudiant.

2. Et le programme ?

Les contradictions qui traversent l'institution universitaire libèrent la force du mouvement étudiant, ses aspirations à une autre formation et, au-delà, à un changement de société. *Reste à savoir de quel point de vue nous nous situons pour reprendre en charge ces aspirations ;* ce qui détermine le programme que nous défendons à l'université. Et, si l'on veut employer des formules rigoureuses, il faut clairement affirmer que notre intervention dans le milieu étudiant se fait du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et non des (pseudo) intérêts des étudiants.

Cela rejoint le débat sur la nature du mouvement étudiant que nous voulons construire : il ne s'agit pas d'un mouvement démocratique allié tactique du prolétariat avec lequel — comme les bolcheviques avec la paysannerie — les travailleurs passeraient un compromis autour de la défense d'intérêts immédiats contradictoires à terme avec le programme du prolétariat. Il s'agit d'organiser le mouvement étudiant comme force

(1) Nous citons longuement ce passage tiré d'une annexe à la brochure intitulé « Le mouvement des exclus contre le compromis historique ».

sociale, partie prenante du programme de la révolution socialiste, autour de la lutte pour un système de formation au service des travailleurs. Cela est possible car l'évolution de la fonction sociale de l'université fait naître chez une masse d'étudiants des *aspirations* qui ne sont pas du tout contradictoires aux intérêts fondamentaux des travailleurs en matière de formation. Mais cette démarche implique aussi une critique radicale de l'université comme instrument de reproduction de la force de travail au profit de la division capitaliste du travail et des réactions corporatistes que cela peut faire naître dans des fractions du milieu étudiant.

a) « Les pratiques autogestionnaires . »

Les camarades de l'ex-minorité du PSU noient un peu tout cela dans leur discours sur l'autogestion et le contrôle. Il opposent superbement, à la vision tacticienne de la Ligue, *la* stratégie de l'autogestion. Disons clairement notre sentiment : jamais la notion d'autogestion n'a — chez les camarades de ce courant — recouvert autant de vide et de manque de rigueur dans la définition des différents niveaux de lutte.

Premier niveau : *« Les meilleurs mots d'ordre ne peuvent suffire à la victoire »*, la polarisation *« sur les formes de la lutte au détriment de son contenu réel (qu'est-ce qui ne va pas dans les facs et comment essayer d'y remédier collectivement sans attendre de l'Etat ou de tout autre pouvoir qu'il accorde ce qu'il ne peut ni comprendre ni donner, parce que ce serait sa propre négation) a donné des résultats désolants... »* Certes les mots d'ordre ne suffisent pas, et, si l'on veut éviter toute attitude de secte proclamatoire jugeant l'histoire une fois qu'elle est faite, il faut savoir compter avec les rapports de force et la tactique politique. Le mouvement étudiant connaît cette question, lui qui s'est retrouvé tant de fois « coincé » entre l'intransigeance du gouvernement et la politique d'isolement développé à son égard par les directions réformistes ! Reste que la solution que donnent les camarades est bien aléatoire.

Nous l'avons expliqué dans notre brochure au travers d'un bilan critique de la dernière grève — une des questions est l'introduction, par les étudiants en lutte, de pratiques politiques et sociales nouvelles au sein de l'institution. La grève active dans une université, ce n'est pas la remise en route de la production, mais l'établissement de nouveaux rapports entre profs et étudiants, les facultés ouvertes aux travailleurs, les contre-cours, etc. Autant de chose qui indiquent ce qui pourrait être une nouvelle relation de l'université à la société. Mais les camarades vont plus loin : il s'agit de tenter de remédier collectivement dans les facs à ce qui ne va pas, sans attendre l'Etat.

Drôle de glissements de plume pour des gens qui se piquent de rigueur programmatique ! A la gestion sage des réformistes va-t-on opposer « la gestion sauvage » dans les périodes de lutte ? De l'autogestion à la gestion ?

On voit le souci des camarades : faire que le mouvement étudiant développe en s'appuyant sur les mobilisations *« une critique pratique »* de l'université, renoue avec le slogan de mai 68 (« université critique ») qui traduisait cette préoccupation. Le mouvement étudiant doit donc réapprendre à s'ancrer dans une pratique quotidienne de *contestation* du fonctionnement de l'université : mais sans illusion sur les possibilités de mettre d'ores et déjà en place d'autres formes d'enseignement, même de façon expérimentale. En évitant tous les pièges de l'enfermement gestionnaire, coupé de toute articulation avec les mobilisations nationales et les luttes revendicatives de masse qui traverse le milieu et, fondamentalement, le mobilisent. Elémentaire va-t-on nous dire. Alors il ne faut pas opposer aux batailles centrales trop *« politistes »*, *« l'aspiration collective à contrôler, à «autogérer » nos propres conditions de vie et d'études. »* Formulation à nouveau équivoque.

Il y a en plus dans cette insistance une sous-estimation des batailles centrales qu'est contraint de mener le mouvement étudiant. A la lecture de la brochure, on en vient presque à oublier qu'on était l'an passé dans une quasi situation de grève générale de l'université et dans une épreuve de force avec le pouvoir sans que pour autant le mouvement étudiant réussisse à trouver les moyens de débloquer en sa faveur cet affrontement. Dans cette situation, la bataille pour l'unité avec les syndicats était donc décisive et pas une simple obsession de front unique. C'est contourner la gestion que de ne pas décrire cette situation contradictoire qui *fondamentalement* explique l'échec de la grève et les « tentations » de repli localiste qui sont apparus essayant de contourner cette bataille politique centrale. Que ce soit par les illusions répandues, par exemple par les courants maoïstes, de maintien prolongé d'un rapport de force local en lien avec la constitution d'une « alliance populaire » au niveau régional. Que ce soit par un enfermement dans les facultés en vue « d'expériences autogestionnaires » qui, si elles ne sont pas en lien avec la mobilisation de masse, finissent vite... dans la gestion où les pratiques ultra-gauches s'enlisent dans une situation de « pourrissement ». Une grève étudiante n'est pas une grève ouvrière et ne peut maintenir un rapport de forces sans *démonstration de force* dans la rue et *l'élargissement* vers le mouvement ouvrier. Les meilleurs mots d'ordre ne peuvent certes seuls — sans les rapports de forces — conduire à la victoire, pas plus que les « nouvelles pratiques autogestionnaires » !

b) Contrôle étudiant ?

Sous le titre « Une stratégie de contrôle » les camarades écrivent : *« Pour le mouvement étudiant aussi, la stratégie correcte est celle de l'autogestion, celle qui met en avant son aspiration collective au contrôle sur les conditions de vie et de formation. »* Stratégie de contrôle, stratégie de l'autogestion ? Encore deux niveaux qui sont allégrement confondus

(la perspective de l'autogestion, l'axe du contrôle) révélateurs des équivoques et du peu de rigueur des camarades. Mais passons.

L'ex-AMR parlait de *« contrôle étudiant »*. Il ne s'agissait pas à l'époque de prendre en compte simplement des « aspirations » des étudiants à contrôler leur vie *mais d'établir une perspective programmatique* : au contrôle étudiant (et lycéen). Nous avons, dans notre brochure, critiqué cette perspective qui dilue la notion programmatique de contrôle ouvrier dans la multiplication des contrôles. Cela ne peut qu'amener à un démembrement des perspectives transitoires en développant *un* programme transitoire pour la jeunesse, *un* programme transitoire pour les femmes, *un* programme transitoire pour la classe ouvrière en éclatant de fait la démarche stratégique qui consiste à intégrer les luttes de ces couches au combat de la classe ouvrière, sur la base du programme de la révolution socialiste.

A l'université, nous nous situons du point de vue du *contrôle ouvrier sur la formation* et dans ce cadre là, il faut prendre en charge les « aspirations au contrôle des étudiants sur leur vie et leur formation. » Plus généralement la question est de savoir comment des *pratiques de contrôle de l'ensemble des usagers de l'université* peuvent s'articuler avec notre perspective de contrôle ouvrier sur la formation. De la même façon quand nous parlons (pour la société de transition au socialisme) d'autogestion de l'institution scolaire — en voie de dépérissement — par ses usagers, nous la situons dans le cadre de l'autogestion socialiste au moyen d'un plan démocratiquement élaboré par les conseils ouvriers.

Cette perspective ne peut se laisser enfermer dans un slogan que ce soit « autogestion » ou « contrôle étudiant ». Là encore, il faut bien distinguer entre deux niveaux : celui de l'auto-organisation durant une grève et des nouvelles pratiques qui se construisent au sein de l'institution au travers cette auto-organisation, et celui des des conditions de participations des étudiants à la gestion quotidienne « des conditions de vie et d'études. » Distinction qu'avait par exemple su faire Piaget lorsqu'il exprimait que la lutte des Lip était de « l'autodéfense » et non de l'autogestion. Ce qui permettait une délimitation fondamentale avec les illusions sur les coopératives « autogestionnaires » possibles dans le système actuel. Du coup, les expériences des Lip — y compris au niveau de la production — étaient situées comme point d'appui à leur lutte ; démonstration aussi qu'autre chose était possible, sans développer des illusions gestionnaires au sein de cette société.

C'est pourquoi, il est dangereux de résumer l'axe de contestation de la sélection, des examens, des critères de notation, etc., sous le mot d'ordre : *« Exigeons le contrôle des critères de notation. »* Ce peut être compris comme la mise en avant d'une volonté de critique concrète du système actuel, mais aussi, tout simplement comme la volonté de définir collectivement avec les enseignants, d'ores et déjà, de nouveaux critères de notation. Alors que ce qu'il est possible de faire c'est, quand le rapport de force le permet et qu'il peut y avoir une unité avec les enseignants, une perversion

des critères actuels de sélection pour faire passer le maximun de monde.

De même s'il est juste de développer durant les grèves les expériences de contre-cours, se stimuler la critique des étudiants sur les programmes, dire que, dans l'université actuelle, c'est *« aux principaux intéressés de discuter des programmes et d'en décider collectivement avec les enseignants »* ne met pas des bornes très solides par rapport aux tentatives de « gestion gauche » de l'institution. Car entre la perspective générale — qui nous semble correcte, voir notre brochure — d'« unité de formation-production autogérées » et la réalité actuelle, il n'y a pas le seul développement linéaire « d'un processus autogestionnaire » dans l'université, mais la question du passage révolutionnaire d'un système à un autre. Ce que les camarades ne contesteront jamais, mais dont rend très mal compte leur discours sur « la stratégie autogestionnaire » qui apparaît plus comme un slogan attrape-tout qu'une perspective politique rigoureuse permettant d'articuler les différents niveaux de lutte.

Quel mouvement étudiant ?

La perspective avancée par les camarades est celle d'un syndicat « anticapitaliste et autogestionnaire ». Nous sommes d'accord sur la perspective syndicale contre la conception du mouvement étudiant comme « mouvement politique de masse ». Perspective d'un syndicat non pas corporatiste — singeant le modèle des syndicats ouvriers —, mais un syndicat anticapitaliste, c'est à dire voulant intégrer la masse des étudiants au combat de la classe ouvrière. Le besoin de ce syndicat prenant racine dans la contradiction produite par le développement du capitalisme entre les besoins de formation exigés par le développement des forces productives et la politique que développe la bourgeoisie. Il est du coup possible d'articuler à partir des aspirations de la masse des étudiants un corps de revendications transitoires se situant dans la perspective d'un système de formation au service des travailleurs.

Reste à savoir comment articuler cette perspective générale d'un syndicat de masse étudiant avec la situation actuelle. L'essentiel nous semble effectivement de partir, non pas d'une conception bureaucratique d'unité réduite à celle des différents syndicats étudiants existant à l'heure actuelle, mais des besoins d'unité tels qu'ils expriment au travers de l'auto-organisation du mouvement dans ses diverses luttes. En proposant entre autre, à la discussion de *l'ensemble* des structures de lutte du mouvement étudiant une « plate forme syndicale d'unification du mouvement étudiant » qui corresponde aux besoins de la mobilisation du mouvement contre les différentes attaques de la bourgeoisie. Mais là encore il faut bien distinguer deux niveaux ; et la façon dont les camarades emploie le terme de « syndicat autogestionnaire » laisse beaucoup de portes ouvertes.

Durant les grèves étudiantes nous menons *une double bataille* :

— La bataille pour l'unité *de toutes* les composantes du mouvement étudiant dans le respect de la démocratie du mouvement (auto-organisation et droit d'expression des différentes tendances).

— La bataille pour regrouper au sein de ces structures d'auto-organisation un courant autour de perspectives concrètes. Ainsi durant la dernière grève, dans les coordinations nous nous sommes très souvent retrouvés avec les camarades de l'ex tendance B du PSU pour proposer des motions communes face aux réformistes et aux ultra-gauches (autre chose bien sûr serait de faire le bilan critique de la façon dont ce courant s'est constitué quasi uniquement par des « accords de sommet »).

De même quand nous avançons la perspective d'un syndicat unitaire étudiant nous distinguons deux niveaux :

— Notre conception générale d'un syndicat étudiant démocratique qui regroupe l'ensemble des tendances du mouvement étudiant qui se réclament du combat de la classe ouvrière. Nous n'allons pas ici reprendre l'ensemble des arguments avancés dans notre brochure qui fondent notre perspective. Sont-ils, dans le cadre de la bataille générale des marxistes révolutionnaires, pour un syndicat unique de la classe ouvrière, pour une fédération étudiante unitaire de ce syndicat (comme nous pouvons être pour une fédération unitaire des enseignants) ? Ce serait, en répondant à cette question, un bon moyen d'expliciter ce qu'ils entendent par « autonomie » du mouvement étudiant.

— Le regroupement d'un courant qui d'ores et déjà avance des pespectives pour le mouvement étudiant. Ce courant pouvant se regrouper autour d'axes communs permettant d'aller de l'avant : auto-organisation, bataille pour l'unité du mouvement, plate-forme de lutte unitaire contre l'université bourgeoise. Il ne s'agit pas pour nous de regrouper dans un premier temps « la gauche » étudiante, les seuls révolutionnairs hors de toute perspective de travail de masse en direction du milieu. Il s'agit simplement de regrouper tout ceux qui sont prêts à engager la bataille contre la politique de la bourgeoisie sans opportunisme par rapport aux réformistes, mais sans non plus contourner la bataille nécéssaire vis à vis d'eux.

Car on ne peut prétendre construire un mouvement étudiant de masse en évitant de poser la question des rapports aux courants réformistes au sein de l'université. Ce dont ne parle pas les camarades. On peut bien sûr éviter la question en traitant l'UNEF-renouveau de « courant bourgeois ». Nous répondons plus longuement à cela dans notre brochure. Mais cela est peu sérieux. Dans la méthode d'analyse d'abord : si l'on veut éviter un « sociologisme » quelque peu mécaniste il faut bien caractériser l'UNEF-renouveau par la place qu'elle occupe dans le champ politique et ses liens au mouvement ouvrier. Cela est un plus peu sérieux dans l'analyse concrète : la polarisation d'étudiants et d'enseignants vers la classe ouvrière est aussi déterminée par le poids des réformistes au sein du mouvement

ouvrier, par la réalité de la perspective qu'offre l'Union de la gauche. Au delà de la ligne « coorporatiste » des réformistes à l'université, ils polarisent la radicalisation d'étudiants (et d'enseignants) vers la classe ouvrière. Et si l'on considère en plus les liens qu'ils ont avec les directions ouvrières, on voit mal comment ne pas développer une tactique de front unique vis à vis d'eux. Même si les rapports de force entre révolutionnaires et réformistes à l'université et la nature du milieu étudiant font que nous ne singeons pas mécaniquement cette tactique avec celle que nous développons dans les entreprises (pour plus de détails voir encore notre brochure.).

Et cette tactique, dont les camarades d'ailleurs se réclament, implique non seulement de batailler durant les mobilisations pour que l'UNEF-renouveau respecte l'auto-organisation, mais au-delà pour qu'elle soit partie prenante d'un syndicat unitaire et démocratique lié aux syndicats ouvriers.

A. Antoine. F. Ollivier. P. Rocky.